

Audience publique du 4 juin 2014

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19, L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 33585 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 7 novembre 2013 par Maître Hakima Gouni, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Algérie), de nationalité algérienne, demeurant actuellement à L-..., tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation, d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 4 septembre 2013 refusant de faire droit à sa demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 3 janvier 2014 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déférées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Hakima Gouni et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 avril 2014.

En date du 11 octobre 2012, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après par « la loi du 5 mai 2006 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées dans un rapport de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux du même jour.

Le 16 avril 2013, le service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, convoqua Monsieur ... à un entretien afin de l'entendre sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale, convocation qui fut notifiée en mains propres à l'intéressé en date du même jour. Il ressort des éléments non contestés soumis au tribunal que Monsieur ... ne s'est pas présenté à cet entretien.

Par décision du 4 septembre 2013, notifiée à l'intéressé en mains propres le 10 octobre 2013, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été refusée comme non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours à destination de l'Algérie, ou de tout autre pays dans lequel il est autorisé à séjourner.

Le ministre retint de prime abord que malgré la convocation à l'entretien concernant les motifs de sa demande de protection internationale, lui notifiée en mains propres en date du 16 avril 2013, Monsieur ... ne se serait pas présenté audit entretien. Se basant sur l'article 9 de la loi du 5 mai 2006, le ministre reprocha ainsi à Monsieur ... de ne pas avoir respecté les obligations y inscrites.

Quant au bien-fondé de la demande de protection internationale, le ministre constata que Monsieur ... aurait déclaré lors du dépôt de sa demande de protection internationale qu'il serait menacé de mort par un officier supérieur du service de renseignement de la sécurité militaire en Algérie. Or, cette affirmation constituerait une simple allégation qui ne serait corroborée par aucun élément de preuve. Par ailleurs, étant donné que Monsieur ... n'aurait présenté aucune pièce d'identité permettant de prouver son identité, celle-ci serait sujette à caution. Le ministre fonda encore sa décision de refus d'une protection internationale sur le fait que le demandeur aurait quitté son pays d'origine en juillet 2012 pour transiter de la Turquie, en Grèce et puis en Belgique avant d'entrer sur le territoire du Luxembourg, sans qu'il n'ait déposé une demande de protection internationale dans un de ces pays. Or, le ministre estima qu'on devrait s'attendre qu'une personne qui serait persécutée dans son pays d'origine, qu'elle demande une protection internationale dans le premier pays sûr rencontré. Par ailleurs, les éléments lui soumis ne lui permettraient pas de retenir qu'ils seraient constitutif de motifs sérieux et avérés permettant de croire que Monsieur ... courrait un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 7 novembre 2013, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre du 4 septembre 2013 portant refus de faire droit à sa demande de protection internationale. Quant au recours introduit contre l'ordre de quitter le territoire qui a été introduit, selon le dispositif de la requête introductive d'instance, à titre subsidiaire, le mandataire du demandeur déclara à l'audience des plaidoiries, sur question afférente du tribunal, qu'il a introduit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire à titre principal et que la formulation employée au dispositif de la requête introductive d'instance serait le fruit d'une erreur matérielle. Le tribunal est partant amené à retenir que le demandeur a fait introduire un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire.

1) Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 4 septembre 2013 portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19, paragraphe (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation, qui est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Partant, il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de ce volet de la requête, le demandeur, rappelant qu'il aurait été menacé par un membre des services de renseignements de la sécurité militaire en Algérie, et plus précisément par un officier supérieur, estime que les menaces ainsi décrites démontreraient le risque qu'il encourrait s'il devait être contraint de retourner dans son pays d'origine. Il conclut que les faits ainsi mis en avant constitueraient une persécution morale au sens de la loi du 5 mai 2006.

Le délégué du gouvernement soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et conclut partant au rejet du recours.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 d) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui ne rentre pas dans le champ d'application de l'article 34* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article 31, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006 : « *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent :*

a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). »

L'article 31, paragraphe (2) prévoit encore que : « *Les actes de persécution, au sens du paragraphe (1), peuvent notamment prendre les formes suivantes :*

- a) violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles;*
- b) les mesures légales, administratives, de police et/ou judiciaires qui sont discriminatoires en soi ou mises en œuvre d'une manière discriminatoire;*
- c) les poursuites ou sanctions qui sont disproportionnées ou discriminatoires;*
- d) le refus d'un recours juridictionnel se traduisant par une sanction disproportionnée ou discriminatoire;*

- e) *les poursuites ou sanctions pour refus d'effectuer le service militaire en cas de conflit lorsque le service militaire supposerait de commettre des crimes ou d'accomplir des actes relevant «du champ d'application des motifs d'exclusion'» visés à l'article 34, paragraphe (2);*
- f) *les actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants.*

Enfin, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « *Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être :*

- a) *l'Etat ;*
- b) *des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;*
- c) *des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. »,*

et aux termes de l'article 29 de la même loi : « *(1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :*

- a) *l'Etat, ou*
- b) *des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.*

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. »

Il se dégage des articles précités de la loi du 5 mai 2006 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués soient motivés par l'un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes soient d'une gravité suffisante au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs au sens de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, le statut de réfugié n'est octroyé que si le demandeur ne dispose pas de protection dans son pays d'origine.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne peut bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craint avec raison d'être persécutée* », de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que de telles persécutions se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, le tribunal tient à relever par rapport au reproche du demandeur que le ministre aurait basé la décision litigieuse sur un examen superficiel et insuffisant des faits, qu'il est constant en cause que le demandeur n'a pas donné de suites à la convocation à l'entretien au sein du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, lui notifiée le 16 avril 2013, de sorte que les seules déclarations sur lesquelles le ministre a pu baser la décision déferée, sont celles du demandeur annexées à la fiche de données personnelles invoquées lors du dépôt de sa demande de protection internationale.

Dès lors, on ne saurait reprocher au ministre de ne pas avoir pris en considérations d'autres éléments étant donné qu'il n'en disposait pas. Par ailleurs, c'est à bon droit que ce dernier a retenu que le demandeur, en omettant de se présenter au rendez-vous fixé pour son entretien au ministère des Affaires étrangères, a violé les obligations lui incombant dans le cadre de la procédure d'examen d'une demande de protection internationale visée par la loi du 5 mai 2006 et qu'il a, en agissant ainsi, manifesté son désintérêt pour la demande de protection internationale déposée.

Quant au fond, le tribunal est amené à conclure que dans la mesure où aucun nouveau élément de fait lui est soumis dans le cadre de la procédure contentieuse, il est contraint d'examiner le bien-fondé de la demande de protection internationale sous examen par rapport à la déclaration du demandeur lors du dépôt de sa demande de protection internationale seule aux termes de laquelle : « *Je suis menacé de mort par un officier supérieur des services de renseignements de la sécurité militaire en Algérie.* »

Dans la mesure où il ne ressort pas de cette déclaration que l'officier supérieur des services de renseignements de la sécurité militaire en Algérie ait proféré ces menaces à l'encontre du demandeur en raison d'un des critères de fond de la Convention de Genève, à savoir sa race, sa religion, sa nationalité, ses opinions politiques ou encore son appartenance à un certain groupe social, le tribunal est amené à conclure que les faits ne tombent pas dans le champ d'application de la Convention de Genève, de sorte que c'est à bon droit que le ministre a refusé au demandeur le statut de réfugié.

Partant, ce volet du recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus dans le chef du demandeur d'un statut de protection subsidiaire, il y a lieu de relever qu'aux termes de l'article 2 f) de la loi du 5 mai 2006, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout*

ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».

L'article 37 de la même loi énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

Par ailleurs, l'article 2 f), précité, définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « des motifs sérieux et avérés de croire que », si elle est renvoyée dans son pays d'origine « courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que les atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque réel de subir des atteintes graves qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

A l'appui de sa demande de protection subsidiaire, le demandeur invoque les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié.

A cet égard, le tribunal est amené à conclure que si des menaces de mort sérieuses sont, le cas échéant, par nature susceptibles d'être qualifiées d'atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006, il n'en demeure pas moins qu'à défaut de précisions quelconques quant aux circonstances ayant conduit aux menaces de l'officier des services de renseignements de la sécurité militaire algériennes dont le demandeur déclare être victime, le tribunal ne saurait retenir qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, le demandeur court un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006. En effet, afin de mettre le tribunal en mesure d'évaluer la réalité du risque de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi en cas de retour dans son pays d'origine, il est nécessaire que le demandeur soumette un récit suffisamment précis permettant de dresser une image d'ensemble de la situation qu'il risque de rencontrer lors d'un éventuel retour dans son pays d'origine.

Partant, c'est à bon droit que le ministre a refusé au demandeur le statut de la protection subsidiaire, de sorte que le recours introduit contre ce volet de la décision est à rejeter pour ne pas être fondé.

2) Quant au recours tendant à l'annulation de la décision du ministre du 4 septembre 2013 portant ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déferée du 4 septembre 2013 a valablement pu être dirigée contre la décision ministérielle entreprise.

Le recours en annulation ayant été introduit pour sa part dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de ce volet de la requête introductive d'instance, le demandeur conclut à l'illégalité manifeste de l'ordre de quitter le territoire au motif qu'un retour en Algérie aurait pour lui des conséquences graves.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre vaut ordre de quitter le territoire.

Il résulte des conclusions retenues ci-avant que le ministre a en l'espèce valablement pu opposer au demandeur un refus à sa demande en obtention du statut de réfugié ainsi qu'en obtention de la protection subsidiaire sans que le demandeur soit fondé à craindre des conséquences graves en cas de retour dans son pays d'origine, de sorte qu'il a *a priori* également valablement pu opposer l'ordre de quitter le territoire au demandeur.

Ainsi, à défaut d'autres moyens soulevés par le demandeur, le tribunal ne saurait mettre en cause la légalité de l'ordre de quitter le territoire pris à son égard, de sorte que le recours en annulation est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 4 septembre 2013 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation introduit contre la décision du ministre du 4 septembre 2013 portant refus d'une protection internationale ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 4 septembre 2013 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Claude Fellens, vice-président
Annick Braun, premier juge,
Hélène Steichen, juge,

et lu à l'audience publique du 4 juin 2014 par le vice-président, en présence du greffier
Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Claude Fellens

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 04 juin 2014
Le greffier du tribunal administratif